

Jeffrey Sachs : Un nouveau bloc militaire européen contre la Russie ?

Le professeur Jeffrey Sachs évoque le développement par les Européens d'un nouveau bloc militaire en alternative à l'OTAN. Derrière la rhétorique creuse de la dissuasion et de la paix, l'Europe se prépare à la guerre avec la Russie. ENREGISTRÉ LE 12 MAI 2026. Chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdiesen Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous retrouvons le professeur Jeffrey Sachs pour parler de l'architecture de sécurité européenne... ou plutôt, des changements qui y ont été apportés. Merci d'avoir pris le temps d'être avec nous.

#Jeffrey Sachs

Toujours un plaisir d'être avec vous. Merci.

#Glenn

Eh bien, après la fin de la guerre froide, on avait essentiellement deux options pour l'architecture de sécurité européenne. Soit on construisait une architecture inclusive, qui intégrait la Russie, et où la sécurité se faisait avec les autres membres, plutôt que contre ceux qui n'en faisaient pas partie, comme dans une alliance militaire. Mais au lieu de ça, on est revenus à une logique de blocs, avec l'élargissement de l'OTAN. Je pense que c'était surtout pour maintenir la présence des États-Unis en Europe. Mais, dans tous les cas, ça a inévitablement ravivé la logique de la guerre froide. Aujourd'hui, on voit bien que les dirigeants européens reconnaissent que l'OTAN se fragmente. Et leur solution, au lieu de revenir aux accords du début des années quatre-vingt-dix, semble être de créer une nouvelle OTAN — une OTAN européenne — qui inclurait l'Ukraine, mais pas la Russie. Cette fois, sans la protection américaine. Du coup, on a presque l'impression qu'il y a une forme de détermination à aller vers un affrontement avec la Russie. Comment est-ce que vous interprétez ça ?

#Jeffrey Sachs

Eh bien, en mille neuf cent quatre-vingt-dix, comme vous le dites, il y avait une option sur la table qui était tout à fait extraordinaire, vraiment historique. Elle avait été proposée par le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev, et il le pensait sincèrement. Je le sais. J'ai vu. J'étais là. J'étais tout près. Sa proposition, c'était une maison européenne commune — une maison européenne commune qui, disait-il, s'étendait en réalité à travers toute l'Asie, en fait de Rotterdam à Vladivostok, comme il l'avait formulé. L'idée, c'était de mettre fin aux divisions entre l'Europe et l'Union soviétique. Que la guerre froide soit terminée.

Il devait y avoir des réformes internes en Union soviétique, une démocratisation, une démilitarisation, et un changement fondamental dans l'architecture de sécurité — la dissolution de l'alliance militaire soviétique, le Pacte de Varsovie — et, au maximum, la fin de l'OTAN en tant qu'organisation à vocation expansionniste ou offensive. En fait, la promesse, absolument explicite, faite par l'Allemagne et les États-Unis en février mil neuf cent quatre-vingt-dix, dans le cadre de la réunification allemande, de la conclusion formelle de la Seconde Guerre mondiale, et en réponse à la proposition de Gorbatchev, était que l'OTAN ne s'étendrait pas d'un seul pouce vers l'est. Et cet engagement a bel et bien été pris, quoi qu'en disent ceux qui défendent l'élargissement de l'OTAN.

Ce qui était sur la table, c'était le principe inscrit, en fait, quinze ans plus tôt dans l'Acte final d'Helsinki : celui de la sécurité indivisible. Autrement dit, il ne devait pas y avoir de sécurité fondée sur des blocs. Aucun pays ne devait rejoindre une alliance qui menacerait un voisin. Et plus précisément, aucun pays ne devait, par exemple, adhérer à une OTAN en expansion qui mettrait en danger ceux qui n'en faisaient pas partie. C'était clair, c'était posé, et cela a été rejeté. C'est donc un point assez intéressant. Ce qui s'est passé à la place, malgré l'engagement pris très clairement par l'Allemagne et les États-Unis en mille neuf cent quatre-vingt-dix, c'est que l'OTAN s'est élargie. Et au bout du compte, cela a conduit à la guerre actuelle en Ukraine. Alors, pourquoi cela s'est-il produit ? Je crois que vous avez évoqué une des raisons.

Je pense qu'il y a deux raisons, et ces deux raisons remontent à la création même de l'OTAN. La première, c'était de maintenir les États-Unis en Europe, comme garant de la sécurité du continent. Mais contre qui, au juste ? L'Union soviétique n'était pas vraiment un ennemi à ce moment-là. Après sa désintégration, en décembre mille neuf cent quatre-vingt-onze, quand elle s'est divisée en quinze anciennes républiques devenues quinze États indépendants, il n'y avait plus de menace. Mais certaines parties de l'Europe, surtout les pays d'Europe centrale et orientale qui venaient tout juste de sortir de la domination soviétique, ont dit : eh bien, maintenant, nous voulons que les États-Unis restent pour nous protéger contre toute forme de revanchisme soviétique ou russe.

Ces revendications ont surtout été entendues en Europe centrale — en République tchèque, ou en Tchécoslovaquie à l'époque, ainsi qu'en Pologne et en Hongrie. Nous voulions que l'Europe reste protégée par les États-Unis, même s'il n'y avait alors aucune menace réelle, ni même apparente. Il ne pouvait plus y avoir d'invasion soviétique. L'Union soviétique n'existait plus. La Russie, elle, se tournait entièrement vers l'intérieur, vers la restructuration et la réforme. Elle démantelait son complexe militaro-industriel. Je le sais, j'y étais. Je l'ai vu. Ce n'était pas une mise en scène, c'était la

réalité. Elle réclamait simplement de la coopération, des investissements pacifiques, la transformation de ce qui avait été une industrie militaire en une industrie civile.

Cette option a été rejetée et abandonnée. Fait intéressant, l'Allemagne a joué un rôle majeur pour pousser à l'élargissement de l'OTAN, et ce, pour une raison bien précise. Les entreprises allemandes voulaient investir juste à côté, en Pologne, en Hongrie, en République tchèque, en Slovaquie, en Slovénie, et ainsi de suite. Et elles disaient : « Nous nous sentirons plus en sécurité pour nos investissements si ces pays font aussi partie de l'OTAN. » Ainsi, l'Allemagne est revenue sur les engagements clairs, fermes et sans équivoque qu'elle avait pris pour obtenir la réunification, pour gagner le soutien soviétique à cette réunification. Elle a immédiatement commencé à plaider pour l'élargissement de l'OTAN, probablement afin de protéger les nouveaux investissements commerciaux réalisés dans les pays voisins. Mais il y avait une deuxième idée. Ce n'était pas la seule raison de l'élargissement de l'OTAN. Les États-Unis ont aussi choisi cet élargissement comme un outil de politique étrangère. Pour quoi faire ? Pour l'hégémonie.

L'idée, à ce moment-là, c'était que l'OTAN n'était plus vraiment une alliance défensive contre une Union soviétique qui n'existait plus, mais qu'elle devenait en quelque sorte la branche militaire de la puissance américaine à l'étranger. L'élargissement de l'OTAN s'est donc inscrit dans ce nouvel ordre unipolaire que les stratèges américains avaient décidé de construire après la chute de l'Union soviétique. Autrement dit, les États-Unis ont aussi fait un choix : fallait-il faire la paix avec la Russie et accepter qu'elle retrouve, disons, un statut de grande puissance — pas un pays belliqueux, mais un pays fort, un pays de dix-sept millions de kilomètres carrés, à peu près deux fois la taille des États-Unis et des autres grandes nations ? Ou bien fallait-il chercher à maintenir la Russie affaiblie, peut-être même à la diviser, mais au minimum à s'assurer qu'elle ne puisse jamais se relever comme une menace, alors même qu'elle ne menaçait personne ?

Eh bien, les États-Unis ont choisi cette approche. Pendant que les pays européens, surtout l'Allemagne et ceux d'Europe centrale, disaient : « Nous voulons plus d'OTAN », les États-Unis ont aussi décidé que oui, c'était une bonne idée — non pas pour protéger ces pays, mais pour projeter la puissance américaine. Et le principal défenseur de cette idée, le principal idéologue, je dirais, dans les années quatre-vingt-dix, c'était Zbigniew Brzezinski. C'est un homme très intelligent, très intéressant. Mais il n'aimait pas la Russie, et il ne voulait pas que la Russie ait une position forte, même pacifique. Peut-être qu'en tant que Polono-Américain, il reflétait la longue histoire polonaise de sentiments anti-russes, qui remontent au partage de la Pologne au dix-huitième siècle, et même à des guerres encore plus anciennes entre les pays polono-lituanien et la Russie.

L'Empire et les Russes. Donc, Brzezinski n'avait clairement aucune sympathie pour la Russie. Il voulait la voir affaiblie, divisée. Et pour lui, l'élargissement de l'OTAN faisait partie intégrante de cette stratégie. Dans son livre de mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, **Le Grand échiquier**, un ouvrage à la fois intéressant, provocateur, mais totalement erroné et dangereux, il exposait le jeu géopolitique américain autour de l'expansion de l'OTAN. Il expliquait que l'Eurasie est le centre du monde, et que l'Ukraine en est le pivot géographique. Celui qui contrôle l'Ukraine contrôle l'Eurasie.

D'ailleurs, à l'époque, la Chine était considérée comme une puissance secondaire, sans réel intérêt pour les États-Unis, reléguée en périphérie. La vraie question, c'était la Russie, et ce qu'il fallait en faire.

Et dans ce livre, **Le Grand Échiquier**, ainsi que dans un article publié dans **Foreign Affairs** — intitulé quelque chose comme « une grande stratégie eurasiennne », je paraphrase — Brzezinski disait qu'il fallait viser une Russie affaiblie. Il fallait, selon lui, encourager l'expansion de l'Europe et de l'OTAN, à la fois sur le plan économique et militaire, jusqu'à l'Ukraine. Et une Russie sans l'Ukraine ne pourrait jamais redevenir un empire — c'était, en gros, la formule de Brzezinski. L'Ukraine devenait donc un enjeu, un véritable prix géopolitique. Si nous prenons l'Ukraine, disait-il, alors nous écartons à jamais toute prétention de la Russie à un statut de grande puissance. Dans ses réflexions, Brzezinski allait même plus loin : il imaginait que la Russie pourrait finir par se diviser. Peut-être, disait-il, deviendrait-elle une confédération lâche composée de trois parties : une Russie européenne, une Russie sibérienne et une Russie de l'Extrême-Orient.

#Glenn

Ah, voilà des réflexions qui ont dû ravir Monsieur Brzezinski.

#Jeffrey Sachs

La Russie, en gros, disparaissait comme État fort. Elle devenait un État docile, peut-être un pays où les entreprises américaines pourraient accéder aux ressources russes, mais certainement pas un pays capable de représenter une menace. Voilà, en fait, les deux lignes de pensée. Pour l'Europe, il fallait garder les États-Unis à l'intérieur, parce que ça garantissait la sécurité. Pour l'Allemagne en particulier, il fallait élargir l'OTAN, car cela permettait d'investir dans les pays voisins, qui bénéficieraient ainsi d'une sécurité militaire claire et, à terme, d'une adhésion à l'Union européenne. Et pour les États-Unis, il s'agissait de placer des pièces sur l'échiquier mondial afin d'assurer ce qui était devenu, après mille neuf cent quatre-vingt-onze, une politique nouvelle et explicite, mais qui, au fond, avait toujours été celle des États-Unis depuis mille neuf cent quarante-cinq : la recherche de l'hégémonie mondiale. Entre mille neuf cent quarante-cinq et mille neuf cent quatre-vingt-onze, la guerre froide s'était interposée, avec un rival de superpuissance. Mais après mille neuf cent quatre-vingt-onze, sans rival sur la scène internationale, l'hégémonie mondiale est apparue au grand jour. La « fin de l'histoire » semblait arrivée, et l'OTAN devenait un instrument très pratique pour l'expansion du pouvoir américain en Eurasie.

J'aime renvoyer les gens à un débat fascinant qui a été diffusé à la télévision américaine — enfin, qui s'est tenu à la télévision américaine — en mille neuf cent quatre-vingt-quatorze, dans l'émission **MacNeil/Lehrer NewsHour**. C'était animé par un excellent journaliste, Robert MacNeil, qui avait interviewé deux personnes à propos de l'élargissement de l'OTAN. L'un était Jack Matlock, le dernier ambassadeur des États-Unis en Union soviétique, au moment où l'Union soviétique prenait fin. L'autre, c'était Henry Kissinger. Et Matlock disait : n'élargissez pas l'OTAN. Cela pourrait empoisonner

les relations avec la Russie. Cela pourrait détruire la bonne volonté qui existe clairement aujourd'hui. Il ajoutait : si les choses tournent mal plus tard, nous aurons tout le temps de nous réorganiser, de renforcer notre sécurité, de consolider nos défenses. Mais n'irritez pas la Russie. La Russie essaie d'être coopérative, amicale. Elle est un peu à genoux en ce moment, à cause de la crise économique.

Ne bousculons pas un chemin fragile mais positif vers la paix. Kissinger dit : non, l'OTAN doit s'élargir. Et MacNeil lui demande : pourquoi ? Monsieur Kissinger, la Russie est-elle une menace ? Et il répond : non, non, la Russie n'est pas une menace. Eh bien, la Russie menace-t-elle l'un de ses voisins ? Oh non, la Russie est trop faible, elle ne menace aucun de ses voisins. Alors, monsieur Kissinger, l'élargissement de l'OTAN risquerait-il d'irriter la Russie ? Oui, oui, ce serait le cas. Eh bien, monsieur Kissinger, si la Russie n'est pas une menace et que cela risquerait de l'irriter... pourquoi le faire ? Et Kissinger donne la réponse impériale classique. Il dit : eh bien, si on ne peut pas les provoquer quand ils sont faibles, qu'est-ce qu'on fera quand ils seront forts ? C'était donc une forme d'antagonisme anticipé. En d'autres termes, il fallait s'imposer pendant que nous étions forts et qu'eux étaient faibles.

Il faut provoquer. Il faut prendre le territoire qu'on peut. Il faut gagner le terrain qu'on peut. Et Kissinger, voilà exactement ce qui s'est passé. Plus tard, Kissinger a commencé à dire que l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine n'était pas une bonne idée. Même Brzezinski a fini par le dire, je crois. Mais à l'époque, dans les années quatre-vingt-dix, ils étaient à fond pour la puissance américaine. Et je peux ajouter une chose de plus, Glenn : les Russes étaient vraiment furieux quand l'OTAN a commencé à s'élargir. Mais cet élargissement s'est fait en trois vagues, et c'est important de le comprendre. La première vague est arrivée en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. Ces trois pays ont d'ailleurs beaucoup poussé pour y entrer, avec Václav Havel et d'autres, qui voulaient aussi la protection de l'OTAN. Les Russes, eux, ont eu du mal à l'avalier.

Ils étaient en position de faiblesse. C'était encore loin de leurs frontières. Ils étaient mécontents. Ils pensaient avoir été trompés, et c'était vrai. Mais ils ont tout de même accepté l'élargissement de l'OTAN lors de cette première vague. Et quand le président Poutine est devenu président, il n'était pas hostile à l'Europe ni aux États-Unis. On sait qu'il a même envisagé que la Russie rejoigne l'OTAN. Puis il a découvert que non, non, en réalité, l'OTAN était contre eux. Cela ne s'est révélé que plus tard. La deuxième vague d'élargissement de l'OTAN a amené l'Alliance jusqu'aux frontières de la Russie, en mer du Nord et dans les pays baltes. Cette vague de deux mille quatre comprenait sept États : la Lettonie, la Lituanie et l'Estonie dans la région baltique, ainsi que la Slovénie, la Slovaquie, la Bulgarie et la Roumanie.

Ah, là, on parlait vraiment de sécurité nationale. La mer Noire passait sous contrôle de l'OTAN. Les pays baltes aussi. Et cette expansion de deux mille quatre est arrivée juste après le retrait des États-Unis du traité sur les missiles antibalistiques, en deux mille deux. À mon avis, ça a vraiment fait trembler les bases, parce que l'équilibre nucléaire était en train d'être remis en cause par les États-Unis, qui s'étaient retirés unilatéralement de ce traité. Donc, l'élargissement de deux mille quatre a

été vraiment, vraiment une très mauvaise chose, et ça a énormément braqué la Russie. C'est à ce moment-là qu'ils ont dit : « N'allez pas plus loin. » Et c'est là que le président Poutine a déclaré, à la conférence sur la sécurité de Munich en deux mille sept : « Ça suffit. Vous avez triché, vous avez rompu vos engagements, mais n'avancez pas davantage. »

Et bien sûr, les États-Unis étant ce qu'ils sont, et l'Europe, à ce moment-là, étant l'Europe, pas très heureuse de toute cette expansion, ont fini par s'engager, lors du sommet de l'OTAN à Bucarest, à ce que l'Ukraine et la Géorgie — un État-nation du Caucase du Sud, au cœur même de cette région, une vraie préoccupation de sécurité pour la Russie — rejoignent aussi l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Une organisation qui, à ce moment-là, ne se défendait contre rien. Elle ne faisait que s'étendre. Le sommet de l'OTAN de deux mille huit a été le point de rupture. On peut même en suivre le déroulement heure par heure dans les mémoires d'Angela Merkel. Parce qu'elle le savait. Elle savait que l'engagement de l'OTAN à s'élargir à l'Ukraine et à la Géorgie constituait un casus belli, que cela pouvait mener à la guerre. Elle le savait, elle craignait cette issue, et c'est pour cela qu'elle a résisté à l'idée d'un calendrier précis. Mais elle a fini par céder aux pressions américaines.

C'est à ce moment-là que l'Europe a tout perdu, à mon avis. Quand les dirigeants prudents de l'Europe ont dit : « D'accord, d'accord, l'OTAN va s'élargir à l'Ukraine et à la Géorgie. » Ce n'était pas une question de défense. Ce n'était même pas une question de sécurité des investissements. C'était simplement une affaire d'hégémonie américaine. C'était un projet américain, imposé à l'Europe. Et l'Europe a suivi, quand Angela Merkel a baissé les bras à la fin du premier jour du sommet de l'OTAN en deux mille huit. C'est là que l'Europe a perdu la main. Et c'est là qu'on en est aujourd'hui. Il a fallu un coup d'État soutenu par les États-Unis en Ukraine, en février deux mille quatorze — le coup de Maïdan — pour amener au pouvoir un gouvernement qui voulait vraiment l'OTAN. Parce que la grande majorité des Ukrainiens disaient : « Nous, on ne veut même pas ça, on est neutres. »

Mais le coup d'État soutenu par les États-Unis, mené par des paramilitaires d'extrême droite venus de l'ouest de l'Ukraine, a en réalité pris le contrôle du gouvernement. À partir de là, les États-Unis et l'Ukraine ont poursuivi l'objectif d'élargir l'OTAN. Quand les États-Unis ont fini par se désintéresser de ce projet — parce que la Russie s'y est opposée, qu'elle a résisté et qu'elle a dit non, l'OTAN ne s'étendra pas à l'Ukraine —, les Européens, eux, ont repris le flambeau et en ont fait leur grand projet. Et cela rejoint ce que vous disiez au début : les Européens parlent maintenant d'une alliance militaire qui inclurait l'Ukraine. Mais s'ils font ça, ça veut simplement dire la guerre avec la Russie. C'est insensé. Regardez une carte. L'Ukraine devrait être neutre, point final. C'est la seule voie vers la paix. Et les Européens rejettent cette idée, pour une raison que Dieu seul connaît, mais c'est complètement fou.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, les Européens, à l'époque, au moins, ils étaient prudents. Ils savaient que prendre ces mesures, élargir l'OTAN, surtout à l'Ukraine, allait provoquer une guerre. Et puis, après tout ce temps, à la fin de la guerre froide, ils avaient essayé de remplacer la logique des

blocs par une sécurité indivisible. Ils y étaient presque arrivés. Mais ils n'ont pas su accepter ce résultat. Ils connaissaient le risque de raviver la politique des blocs. Ils savaient qu'une Europe sans la Russie finirait forcément par devenir une Europe contre la Russie. Et c'est pour ça qu'il est si difficile de comprendre ce qu'ils ont en tête, parce que cette nouvelle alliance militaire, elle, ne peut pas créer d'hégémonie.

Ça ne va certainement pas créer quoi que ce soit qui ressemble à de la sécurité, parce qu'un bloc militaire européen provoquerait des conflits, mais sans la protection américaine. On se demande vraiment quel en est le but. Et si on regarde ça en même temps que d'autres initiatives, comme tous ces pays européens, y compris l'Allemagne, qui poussent ces programmes de drones, cette production massive de drones longue portée destinés explicitement à frapper en profondeur la Russie... Ils parlent sans arrêt de dissuasion et d'aide à l'Ukraine, mais en réalité, les Européens sont désormais en guerre contre la Russie. C'est difficile de comprendre quel est le but, vraiment. Oui.

#Jeffrey Sachs

Laissez-moi essayer de vous donner mon explication. D'abord, je dois dire que c'est de la folie. C'est suicidaire. C'est une voie vers la guerre. Donc, ce que je vais dire maintenant, ce n'est pas une justification, c'est une tentative de comprendre ce qui se passe. Parce que, franchement, c'est insensé, ce que fait l'Europe en ce moment, en pensant se préparer à la guerre contre une superpuissance nucléaire. C'est fou. Alors, qu'est-ce qui se passe ? Eh bien, une partie de tout ça vient vraiment de l'état d'esprit de l'Europe de l'Est. L'Europe de l'Est a été sous domination soviétique pendant environ quarante-cinq ans. Et elle garde une haine, une peur viscérale de la Russie. Beaucoup de cette dynamique vient donc des pays baltes. Elle vient aussi de la Pologne, clairement. Beaucoup moins de la République tchèque ou de la Slovaquie, qui résistent à tout ça. Ou encore de la Hongrie, qui s'y oppose depuis le début. Et aussi, dans une certaine mesure, de la Bulgarie et de la Roumanie.

Mais les États baltes et la Pologne sont profondément russophobes. C'est ancré dans leur histoire, dans leur histoire de la guerre froide. C'est un manque énorme de compréhension historique, et surtout une absence totale de volonté, une véritable fermeture, à comprendre quoi que ce soit du point de vue russe. C'est vraiment très triste. Même la guerre froide, dont on pourra peut-être reparler une autre fois, trouve ses origines dans de terribles malentendus et des dilemmes de sécurité. La Russie cherchait un espace de protection. Et encore une fois, comme aujourd'hui, les États-Unis et le Royaume-Uni n'étaient pas disposés à lui accorder cet espace. Ils voulaient une Allemagne remilitarisée. Beaucoup d'erreurs ont été commises, qui ont conduit à la division de l'Europe à l'époque de la guerre froide.

Mais du point de vue des Européens de l'Est, c'est ça qui les motive aujourd'hui — cette russophobie née de leur histoire, de mille neuf cent quarante-cinq à mille neuf cent quatre-vingt-neuf, quatre-vingt-onze. Et je pense que c'est une énorme erreur, une incompréhension totale de l'histoire, une lecture complètement fautive de tout ce qui se passe en ce moment. Donc ça, j'en ai peur, c'est un

élément majeur. Et puis, à Bruxelles... le projet européen dépend aussi du fait de garder ces nouveaux membres satisfaits. Ils ne veulent pas d'une Europe politiquement divisée. Alors, qui est leur principal porte-parole en politique étrangère ? Un Estonien, totalement russophobe. C'est insensé que le continent européen adopte les idées les plus russophobes comme ligne directrice. Mais c'est ce qu'ils font, en partie, pour préserver leur cohésion interne en Europe. Mais il y a un deuxième point, Glenn, que je trouve vraiment, vraiment important.

L'Allemagne est en train d'échouer dans son rôle historique, celui de construire la paix en Europe. Pendant des décennies, les chanceliers allemands avaient compris une chose essentielle : faire la paix avec la Russie, faire la paix avec l'Union soviétique. Cela remonte à l'Ostpolitik de Willy Brandt. Ça a continué avec Helmut Schmidt, puis avec Helmut Kohl en mille neuf cent quatre-vingt-dix, et ensuite avec Schröder. Mais les choses ont commencé à se dégrader quand l'industrie allemande a dit : « élargissons l'OTAN, comme ça on pourra investir ». C'est là que tout a commencé. Et puis, malheureusement, ça a aussi échoué à cause du manque de volonté de Merkel. Elle savait, intellectuellement, que l'élargissement de l'OTAN était dangereux. Elle le savait, mais elle a suivi les États-Unis. Et ça, c'est vraiment regrettable. Et ensuite, la situation n'a fait qu'empirer.

Scholz est devenu rien de plus qu'un exécutant de l'administration Biden — pas la moindre réflexion sur à quel point cette situation est dangereuse. Et Merz, c'est encore pire — Merz est presque un va-t-en-guerre déclaré. C'est choquant pour un chancelier allemand, vraiment complètement choquant. Et donc, en plus des peurs d'Europe de l'Est — compréhensibles, mais à mon avis mal orientées — il y a ce manque, en Allemagne, de conscience de soi, de mémoire historique, de compréhension du fait que l'Allemagne a rompu son propre engagement envers l'Union soviétique, puis envers la Russie, et que l'Allemagne est essentielle à la sécurité indivisible de l'Europe. Et maintenant, Merz dit ouvertement qu'il faut se préparer à la guerre. Pourquoi ? C'est sidérant. Je ne peux pas vraiment dire pourquoi. C'est une incompréhension totale des véritables besoins de l'Allemagne et de sa vraie place dans le monde. C'est, d'une certaine manière, terrifiant.

Et peut-être que Merz voit aussi là-dedans une dimension économique — la reconversion de l'industrie vers la production de guerre. Dieu nous en garde. Du keynésianisme militaire ? C'est vraiment ça, l'Allemagne d'aujourd'hui ? L'Allemagne est en train de perdre sa base industrielle, et ce que fait Merz risque non seulement de provoquer une guerre désastreuse, mais aussi de laisser le pays encore plus en retard sur le plan économique. C'est une voie complètement erronée. Tout cela pour dire que je vois aujourd'hui deux dynamiques à l'œuvre. La plupart de l'Europe de l'Ouest n'est pas vraiment engagée dans cette logique. L'Europe de l'Est, en revanche — ou du moins une grande partie, les pays baltes et la Pologne en particulier — pousse clairement cette ligne antirusse, presque russophobe. L'Allemagne... ah... tragiquement, absurdement inconsciente d'elle-même, et maintenant même promotrice de cette idée. Et puis, toujours en toile de fond, il faut ajouter la russophobie britannique.

Parce que, pour moi, la Grande-Bretagne, c'est de la folie. C'est une nostalgie impériale qui dure encore aujourd'hui. Même quand Starmer s'effondre, ils présentent l'Ukraine comme un grand projet

national, parce qu'ils détestent la Russie depuis les années mille huit cent quarante. Alors, pour ajouter juste une note à tout ça, Glenn, tout cela veut dire qu'au mieux, on est face au dilemme classique de la sécurité : l'Europe prend des mesures qu'elle croit défensives, mais qui vont en réalité conduire à la guerre, parce qu'elles sont perçues comme offensives. Ce qu'on voit, c'est un manque total d'imagination politique et stratégique en Europe. Ce qui, au départ, était un projet mal orienté pour l'Europe centrale et pour l'hégémonie américaine, est devenu un projet européen profondément dangereux de remilitarisation — une véritable marche vers la guerre.

#Glenn

Oui, c'est incroyable tout ce qu'ils ont fait, et la façon dont ils redéfinissent la dissuasion aujourd'hui. Si toute votre sécurité repose sur la dissuasion, c'est déjà assez terrible. Mais ce qu'ils mettent maintenant dans cette catégorie n'a clairement rien à voir avec la dissuasion. Exactement. Mais bon, nous en sommes là. En tout cas, merci beaucoup pour votre analyse, et bon vol. Parfait.

#Jeffrey Sachs

D'accord, on se parle bientôt. Salut !